

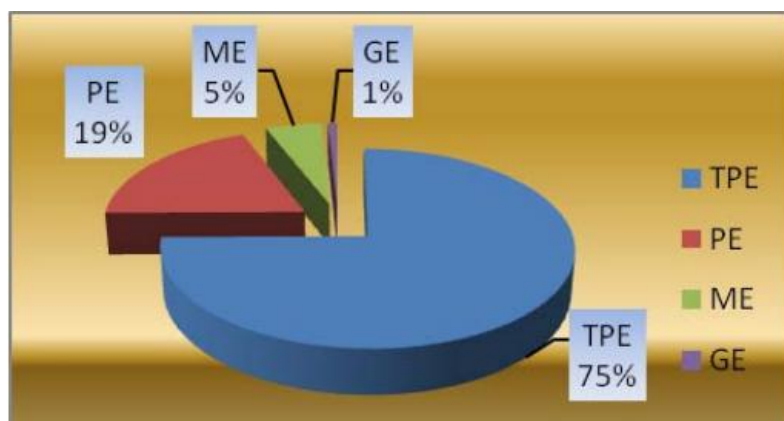
PERFORMANCE DU SYSTEME PRODUCTIF

L'ouverture des marchés dans le cadre de l'APE constitue un défi majeur pour le système productif du Cameroun qui demeure très fragile, peu compétitif pour faire face à la concurrence des produits en provenance de l'UE. Les études ont relevé que l'APE pourrait entraîner des pertes importantes des parts de marché internes des entreprises nationales. Ce chapitre fait un état des lieux du système productif national en décrivant tour à tour : (i) les unités de production, (ii) la production et la valeur ajoutée, (iii) le coût des facteurs de production, (v) et le climat des affaires. Enfin, le chapitre recense les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces pour le système productif national, en liaison avec la mise en application de l'APE.

4.1. LES UNITES DE PRODUCTION

Le recensement général des entreprises (RGE) a permis de dénombrier 93 969 entreprises et établissements en activité au Cameroun, dont 35,1% à Douala 23,9% à Yaoundé. Les très petites unités de production (employant au plus 5 personnes) représentent plus des deux tiers des entreprises recensées.

Graphique 9: Répartition des entreprises par type



Source : RGE 2009

Le recensement a noté la prépondérance du secteur tertiaire avec 86,5% des unités recensées, contre 13,1 % pour le secteur secondaire et 0,4% seulement pour le secteur primaire. Les principales conséquences de cette ventilation sectorielle des unités de production est le foisonnement des activités commerciales et la faible revalorisation des ressources locales. Les résultats indiquent également une grande proportion des entreprises individuelles (89%) et la jeunesse des entreprises recensées : 50% d'entre elles ont moins de 3 ans d'existence.

Concernant la nationalité des dirigeants d'entreprises, le RGE a relevé que la gestion des grandes entreprises est à 45% aux mains des ressortissants des pays européens et des ressortissants américains. Ces grandes entreprises se retrouvent surtout dans les sous secteurs à haute intensité de capital, notamment dans le transport, les banques et assurances, l'agroalimentaire, l'extraction, la sylviculture et l'agriculture moderne.

Le faible taux de pénétration des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'insuffisante utilisation des résultats de la recherche et le peu d'intérêt à la protection de l'environnement font également partie des constats qui ont pu être établis par le RGE.

Par ailleurs, la deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun (EESI 2) réalisée en octobre 2011 indique que le système productif est caractérisé par une prépondérance du secteur informel. Le taux d'informalité se situe à 90,5% en 2010. Les unités de production emploient majoritairement une population jeune (l'âge moyen des actifs occupés est de 33 ans) et masculine.

Outre les insuffisances liées aux unités de production telles que mentionnées ci-dessus, celles-ci évoluent dans un environnement des affaires peu propice. En effet, les coûts des principaux facteurs de production demeurent élevés en raison de leur offre insuffisante et de leur mauvaise qualité (énergie, routes, chemin de fer, ports, aéroports et télécommunication). De plus, la persistance de la contrebande, de la fraude et de la contrefaçon continuent de peser sur les activités des entreprises. De même, l'accès au financement reste difficile, en l'occurrence pour les PME. Les entreprises éprouvent également des difficultés à trouver une main d'œuvre nationale qualifiée, ce qui contribue au renchérissement de la main d'œuvre et à la baisse de la productivité. Cette situation explique en partie la sous utilisation des capacités de production. En moyenne, les entreprises utilisent seulement 64% de leurs capacités de production.

4.2. LA PRODUCTION ET LA VALEUR AJOUTEE

Après le ralentissement du rythme de croissance de l'économie ayant suivi la crise internationale survenue en 2008, le PIB du Cameroun a enregistré un regain de croissance depuis 2010, année de démarrage de la mise en œuvre du DSCE. Le taux de croissance réelle s'est ainsi situé à 4,6% en 2012 contre 4,1% en 2011 et 3,3% en 2010.

Tableau 4 : Evolution de la production et du PIB

Libellé	2008	2009	2010	2011	2012
Valeurs courantes en milliards de FCFA					
1. Production	16 317,9	16 871,6	17 828	19 418	20 599,9
2. Consommation intermédiaire	6 685,3	6 687,0	6 993	7 845	8 115,4
3. Valeur Ajoutée (1-2)	9 632,6	10 184,6	10 836	11 573	12 484,5
4. Impôts sur les produits	811,2	855,6	864	973	1 030,2
PIB (3+4)	10 443,8	11 040,3	11 700	12 546	13 514,7
Evolution des volumes en %					
1. Production	3	1,3	3,7	4,3	4,4
2. Consommation intermédiaire	3,6	0,8	3,9	4,8	4,1
3. Valeur Ajoutée (1-2)	2,6	1,7	3,5	3,9	4,7
4. Impôts sur les produits	6	4,9	0,4	6,7	3,7
PIB (3+4)	2,9	1,9	3,3	4,1	4,6

Source : Données de l'INS

Concernant la répartition sectorielle du PIB, le secteur tertiaire a le plus grand poids : sa valeur ajoutée a représenté 34,3% du PIB national en 2012. Le secteur secondaire vient en deuxième position avec 27,3% du PIB, tandis que la part du secteur primaire dans le PIB s'est située à 21,4% en 2012.

Tableau 5 : Performances des secteurs d'activités

Libellé	Poids dans le PIB (%)				Contribution à la croissance			
Année	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
Secteur primaire	21,7	21,7	21,7	21,4	0,6	1,3	0,7	0,6
Agriculture des produits vivriers	14,2	14	14,6	14,5	0,7	0,5	0,6	0,6
Agriculture industrielle et d'exportation	1,4	1,6	1,4	1,2	0,1	0,1	0	-0,1
Elevage, chasse	2,9	2,8	2,7	2,8	0	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	2	2	2	1,9				
Secteur secondaire	27,6	27,7	27,3	27,9	-0,6	0,1	0,4	1,2
Industries extractives	7,3	6,6	7,7	8,1	-0,8	-0,6	-0,3	0,1
Industries Agro-alimentaires	5,7	6,2	6,3	6	-0,1	0,3	0,2	0,3
Autres Industries manufacturières	9,2	8,8	7,3	7,7	-0,1	0,1	0,1	0,5
BTP	4,4	5,1	5,1	5,3	0,3	0,2	0,3	0,2
Secteur tertiaire	34,2	34,6	34,6	34,3	1,3	1,5	2,1	2
Commerce, restaurants et hôtels	18,6	18	18	18	0	0,3	0,9	1
Transports, entrepôts, communications	6	6,5	6,5	6,4	0,6	0,5	0,8	0,8
Banques et organismes financiers	0,8	0,9	1	1	0	0,1	0,1	0,1
Autres services marchands	9,3	9,8	9,6	9,4	0,5	0,6	0,4	0,2
Total VA marchande	83,4	84	83,6	83,6	1,2	2,9	3,2	3,7
Total VA non marchande	8,8	8,7	8,6	8,7	0,3	0,4	0,4	0,5
Impôts et taxes nets des Subventions	7,7	7,4	7,8	7,6	0,4	0	0,5	0,3
PIB	100	100	100	100	1,9	3,3	4,1	4,6

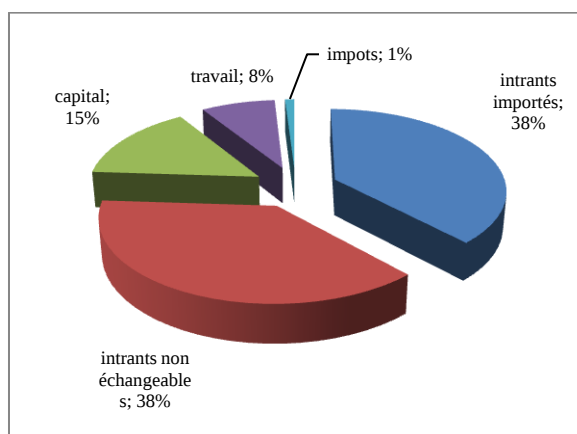
Source : données de l'INS

Cette structure met en relief, d'une part une tertiarisation de l'économie tirée par le commerce notamment des produits importés, et d'autre part un faible tissu industriel très peu intégré, transformant des intrants majoritairement importés, ce qui ne contribue pas au développement de la production locale desdites matières premières. Cette situation pourrait s'aggraver avec la

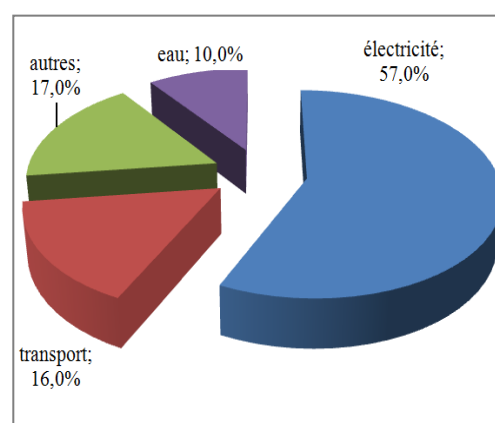
mise en œuvre de l'APE, qui risque nourrir davantage le commerce et contribuer à l'affaiblissement de l'activité industrielle.

Par ailleurs, le coût unitaire de production des entreprises est très élevé, se situant à 1,22. Les coûts en intrants importés et non échangeables (qui représentent 76% du coût total de production) constituent le principal handicap à la compétitivité. Le processus de production national est très dépendant vis-à-vis des importations utilisées en consommations intermédiaires (39,5%).

Graphique 10: Structure des coûts de production



Graphique 11: Décomposition des intrants non échangeables



Source : MINEPAT, DSF 2009-2010

S'agissant particulièrement des intrants non échangeables, la structure des coûts révèle que le coût de l'électricité représente près de 57% du coût de ces intrants et 17% du coût total de production. Le coût du transport est estimé à 16% et celui des charges relatives à la consommation d'eau est de 10%.

4.3. FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES RELATIVES AU SYSTEME PRODUCTIF

Les forces relatives au système productif camerounais sont les suivantes :

- potentiel énergétique, agricole et minier important ;
- stabilité macroéconomique ;
- dynamisme entrepreneurial avec un large vivier de PME ;
- position dominante dans la sous région CEMAC ;
- démarrage des grands projets d'infrastructures (énergie, transport, ...).

Les faiblesses du système sont les suivantes:

- ✓ coûts élevés des facteurs de production ;
- ✓ prépondérance du secteur informel ;
- ✓ faible organisation du tissu productif (absence de clusters, zones économiques etc.) ;
- ✓ base de production étroite, fragilisée et peu intégrée ;
- ✓ faible valorisation de nos ressources naturelles ;
- ✓ déficiences en matière d'infrastructures et d'accès au capital ;
- ✓ faible marge de manœuvre en matière de politique monétaire due à l'appartenance à une zone monétaire ;
- ✓ marché financier embryonnaire qui rend difficile la mobilisation des financements pour l'investissement, principalement en ce qui concerne les PME ;
- ✓ agriculture peu productive, peu diversifiée avec une très faible utilisation des méthodes modernes ;
- ✓ faible attractivité des IDE concentrés principalement dans des secteurs d'extractions à faible effet d'entraînement sur le reste de l'économie notamment en matière de création d'emploi ;
- ✓ faible efficacité de la dépense publique.

La mise en application de l'APE offrira l'opportunité de réduire les coûts des facteurs de production, notamment à travers la réduction des coûts d'acquisition des équipements productifs et autres intrants.

Le principal risque lié à l'application de cet accord est une importante perte des parts de marché internes des entreprises nationales, suite à l'inondation du marché camerounais par les produits européens.